

Synthèse régionale

2017 : une situation économique solide en Bretagne

En 2017, l'économie bretonne bénéficie à nouveau d'une situation favorable. L'emploi accentue nettement sa croissance et le taux de chômage baisse fortement, comme au niveau national. Les indicateurs conjoncturels sur la démographie d'entreprise, le tourisme, les transports et le commerce extérieur sont bien orientés. L'agriculture présente toutefois une situation en demi-teinte.

Valérie Mariette, Insee

Les créations d'emploi accélèrent en 2017

En 2017, l'emploi salarié privé progresse de 2,4 % en Bretagne (17 500 emplois créés), plus qu'au niveau national (+ 1,6 %). La hausse en Bretagne est la 2^e plus élevée des régions françaises après celle des Pays de la Loire.

Le tertiaire marchand porte à nouveau l'essentiel de ces créations avec 14 500 emplois supplémentaires en 2017 (+ 2 %), dont 5 000 dans l'intérim (+ 13,8 %), 3 800 dans les services aux entreprises (+ 4,1 %) et 2 300 dans le commerce (+ 1,5 %). L'industrie bretonne amorçe sa reprise début 2017, plus précocement qu'en France. En un an, elle gagne 1 100 emplois (+ 0,7 %), essentiellement dans l'agroalimentaire (+ 1,7 %).

L'emploi dans la construction augmente pour la première fois depuis 2008 (+ 2,7 %), avec 1 900 emplois supplémentaires. Ce secteur bénéficie notamment du dynamisme de la construction neuve, avec une hausse de 22,7 % des mises en chantiers dans la région.

Le taux de chômage diminue nettement

Le taux de chômage recule de 1,2 point en 2017, atteignant son plus bas niveau depuis 2011. Fin 2017, il s'établit à 7,4 % de la population active. Il demeure le 2^e plus faible des 13 régions métropolitaines, derrière celui, très proche, des Pays de la Loire (7,3 %). En France métropolitaine, le taux de chômage diminue de 1,1 point en un an et s'établit à 8,6 % de la population active fin 2017.

Cette embellie s'accompagne d'un retour de demandeurs d'emploi sur le marché du travail. Ainsi, le nombre d'inscrits à Pôle emploi en catégories A, B ou C augmente de 1,6 % en un an en raison de la hausse du nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B et C). À l'inverse, les demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) sont

moins nombreux en décembre 2017 (- 1,3 % sur un an).

Situation favorable dans la plupart des domaines

Les créations d'entreprises continuent à augmenter en 2017 (+ 3,4 %) et atteignent leur plus haut niveau depuis 2011. Les sociétés représentent un tiers des entreprises créées en Bretagne. Elles progressent plus que les entreprises individuelles ou celles sous le statut de micro-entrepreneur. La création d'entreprises est en hausse dans tous les principaux secteurs, à l'exception de la construction. Au plus bas niveau depuis 2007, les défaillances d'entreprises reculent de 6 % en 2017.

Les hébergements touristiques bretons bénéficient d'un net regain de fréquentation en 2017. Le nombre de nuitées augmente de 7,1 % et atteint son plus haut niveau depuis 2010. Plus forte qu'au niveau national, cette reprise s'explique notamment par le dynamisme de la clientèle française dans les campings et de la clientèle étrangère dans les hôtels haut de gamme.

Dans le domaine des transports, le trafic aérien de passagers croît fortement en 2017 (+ 5,9 %), porté par les offres de voyages à bas coût. Le transport routier de marchandises confirme sa reprise, en particulier celui concernant le trafic intérieur à la Bretagne.

En 2017, les échanges extérieurs de la Bretagne représentent 2,4 % des exportations et 2,1 % des importations de l'économie française. Ils augmentent sensiblement en un an (+ 6,6 % pour les exportations et + 5,9 % pour les importations). Ces progressions s'accompagnent d'une réduction du déficit commercial de la région.

Dans l'agriculture, les très bons rendements en céréales (+ 9,3 %) s'accompagnent d'une baisse des cours en 2017. La production porcine bénéficie d'une conjoncture plus favorable au premier semestre 2017 qu'au second. Le

secteur de la volaille de chair subit une nouvelle crise en 2017. Sur le marché des gros bovins, les cotations se redressent et la conjoncture laitière s'améliore progressivement. Enfin, les campagnes légumières sont généralement marquées par des prix en baisse.

Des situations de fragilités sociales plutôt moins fréquentes en Bretagne

La prime d'activité créée en 2016 poursuit sa montée en charge en 2017 (+ 7,5 % de foyers allocataires), en Bretagne comme au niveau national. Fin 2017, elle couvre 6,8 % de la population bretonne, l'une des plus faibles parts parmi les régions françaises. En parallèle, le nombre d'allocataires du revenu de solidarité active (RSA) augmente de 0,6 % en 2017. La Bretagne représente 3,1 % des allocataires résidant en France alors qu'elle regroupe 5,0 % de la population.

Le nombre de dossiers de surendettement déposés en 2017 recule pour la 4^e année consécutive. La part des dossiers déposés en Bretagne (4,5 %) demeure inférieure à son poids démographique.

L'emploi progresse dans chaque département mais les disparités perdurent

Comme les années passées, parmi les départements bretons, l'Ille-et-Vilaine bénéficie de la situation la plus favorable. L'emploi y progresse de 3,5 % malgré les pertes dans la fabrication de matériels de transports. Le taux de chômage y demeure également le plus faible des départements bretons (6,6 % de la population active contre 7,7 % à 7,9 % dans les autres départements). L'embellie est plus mesurée dans le Finistère où l'emploi ne progresse que de 1,3 %, pénalisé par les pertes dans l'industrie agroalimentaire. Les effectifs salariés croissent à un rythme similaire au niveau régional dans les Côtes-d'Armor (+ 2,0 %) et le Morbihan (+ 2,1 %) ■

Contexte national

L'économie française progresse vivement en 2017

Bruno Patier, Division Synthèse conjoncturelle, Insee

La croissance de la zone euro au plus haut depuis 2007

En 2017, l'activité mondiale a accéléré : + 3,9 % après + 3,3 % en 2016. L'activité continue à reprendre quelques couleurs dans les pays émergents (+ 6,5 % après + 4,9 %) : l'activité chinoise se stabilise mais l'activité se reprend au Brésil et en Russie. Dans les économies avancées, l'activité accélère aussi (+ 2,3 % après + 1,7 % en 2016) essentiellement du fait des États-Unis (+ 2,3 % après + 1,5 %) portée par une reprise de la dépense publique et de l'investissement des entreprises. La croissance britannique se stabilise (+ 1,8 % après + 1,9 %). Dans la zone euro, l'activité accélère vivement : + 2,5 % après + 1,8 % avec des niveaux de confiance des entrepreneurs à des plus hauts historiques depuis 17 ans. L'accélération de l'activité dans la zone euro est surtout portée par le commerce extérieur avec des exportations très dynamiques (+ 5,3 % après + 3,4 %). L'investissement reste allant, aidé par la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) qui reste accommodante et maintient les taux d'intérêt à un niveau faible. Les disparités de croissance demeurent, l'Italie étant moins dynamique que ses principaux partenaires européens. Au total, le commerce mondial se reprend franchement en 2017, à + 5,3 % après + 2,0 %.

L'économie française accélère franchement en 2017

En 2017, le PIB français progresse de 2,2 % en volume, après + 1,2 % en 2016. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011 (figure 1).

Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance du PIB pour la première fois depuis 2012 (+ 0,1 point contre - 0,5 point en 2016) : en effet, les exportations sont particulièrement vigoureuses (+ 4,5 % après + 1,5 %) tandis que les importations accélèrent moins fortement (+ 4,0 % après + 3,0 %). Les entreprises stockent plus en 2017 (contribuant pour + 0,2 point à la croissance annuelle, après - 0,4 point en 2016), compensant le ralentissement de la demande intérieure.

En effet, la demande intérieure hors stocks ralentit un peu (contribution de + 1,8 point à la croissance du PIB en 2017 contre + 2,1 points en 2016), freinée par la consommation (ménages et administrations) dont la contribution au PIB passe à + 0,8 point en 2017 après + 1,5 point en 2016. Le ralentissement de la consommation des ménages (+ 1,1 % après + 2,0 %) provient en partie de celui de leur pouvoir d'achat (+ 1,3 % après + 1,8 %). Du côté de la demande publique, la consommation collective des administrations publiques marque légèrement le pas (+ 0,5 % après + 0,7 %) mais leur investissement accélère (+ 1,4 % après + 0,2 % en 2016 faisant suite à des replis les années précédentes dont - 4,6 % en 2015).

La vigueur de l'investissement contribue fortement à la croissance du PIB

L'investissement accélère nettement en 2017 (+ 4,5 % après + 2,8 % en 2016) jusqu'à dépasser son rythme de 2008. L'investissement des ménages progresse très fortement (+ 5,6 % après + 2,8 %), notamment du fait d'achats immobiliers très dynamiques. Malgré une diminution des livraisons de matériels militaires, l'investissement public accélère en 2017 (+ 1,4 % après + 0,2 %), porté par les dépenses en bâtiment et en travaux publics. Enfin, l'investissement des entreprises non financières, déjà dynamique en 2016 (+ 3,4 %), accélère encore en 2017 (+ 4,1 %). Le taux d'utilisation de leurs capacités de production atteint en fin d'année des niveaux inédits depuis la crise financière de 2008, tout comme l'ensemble des facteurs de tension sur l'offre (difficultés de recrutement et goulets de production).

L'accélération de l'emploi a conduit à une baisse d'un point du taux de chômage

L'emploi total accélère : + 261 000 sur un an fin 2017, après + 251 000 un an auparavant. Il est porté par l'emploi salarié marchand non agricole (+ 257 000 après + 213 000) qui bénéficie de l'accélération de l'activité. Ainsi, le taux de chômage en France entière baisse davantage que

l'année passée, passant de 10,0 % fin 2016 à 9,0 % fin 2017.

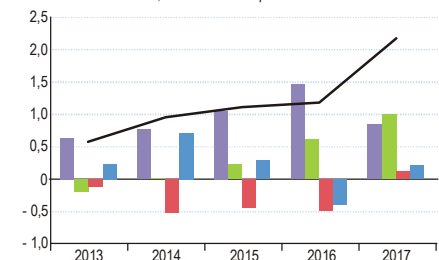
Le pouvoir d'achat des ménages ralentit du fait de l'inflation

En moyenne annuelle, les prix de la consommation retrouvent une progression significative en 2017 après avoir stagné en 2016 (+ 1,3 % après - 0,1 %), tandis que le revenu disponible des ménages accélère nettement (+ 2,6 % après + 1,7 %), du fait de la vigueur des revenus d'activité et du patrimoine et de la modération des prélèvements obligatoires. L'accélération des prix l'emportant sur celle des revenus, le pouvoir d'achat des ménages ralentit légèrement en 2017 (+ 1,3 % après + 1,8 %, (figure 2)).

1 L'investissement est le facteur contribuant le plus à la croissance du PIB en 2017

Consommation (ménages et administrations publiques)
Solde du commerce extérieur
Variation de stocks
Investissements
Croissance du PIB

Variation annuelle en %, contributions en points

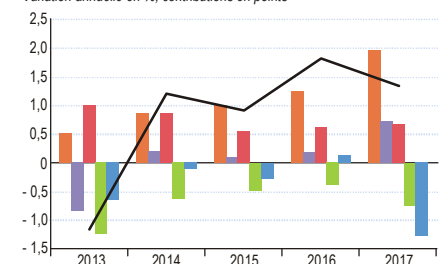


Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

2 La vigueur des revenus d'activité et du patrimoine soutiennent le pouvoir d'achat des ménages en 2017

Revenus d'activité
Prestations sociales
Prix de la consommation
Revenus nets du patrimoine
Prélèvements obligatoires
Pouvoir d'achat des ménages

Variation annuelle en %, contributions en points



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.